

biens et des services. Et en voici un autre: Quelle sorte de système monétaire voulons-nous établir? Nous dirigerons-nous vers le contrôle des mouvements de capitaux? Encouragerons-nous ou découragerons-nous les investissements? Quel est le rôle des sociétés multinationales, phénomène récent des 10 ou 20 dernières années? Qu'allons-nous faire au sujet de l'énergie et de la pollution? Qu'allons-nous faire en ce qui concerne les nations sous-développées? Et finalement, et ce qui est le plus important à notre point de vue—et aussi du Canada, à mon avis—c'est la question des investissements internationaux. Qu'elles sortes d'investissements? Quels bénéfices rapporteront-ils? Quel sera le climat pour les investissements? Malheureusement, on nous cause de sérieux problèmes avec cette question des tarifs et la tragédie, pour moi, c'est qu'on s'attaque à la mauvaise question et qu'elle a tout l'air d'être mal réglée. Si elle est mal réglée, il sera impossible de régler sensément les autres questions.

C'est un des rares domaines sur le plan de la politique économique étrangère où il me semble que nous pourrions réunir un certain nombre d'Américains, d'Européens et de Canadiens raisonnablement responsables, et qu'ils n'auraient pas trop de difficulté à nous donner la réponse.

Mais déterminer la réponse ne signifie pas que nous allons résoudre le problème. La réponse à ce problème des préférences vis-à-vis les pays sous-développés et les pays développés peut être résolue par deux lignes de conduite que, dans notre propre intérêt, nous devrions poursuivre. L'une est un régime préférentiel généralisé comportant des garanties qui ouvrirait tous nos marchés aux pays sous-développés qui doivent être en mesure de vendre les produits de leurs industries à utilisation intensive de main-d'œuvre. L'autre est de travailler vers le libre échange industrialisé dans 10, 15 ou 20 ans—je ne me soucie pas du nombre d'années—mais du moins nous aurons un but. Si nous nous mettions d'accord en acceptant l'objectif de faire disparaître cette barrière dans les deux domaines, le problème serait résolu, et il le serait en tant que point de contestation parce qu'alors les gens de bonne volonté pourront dire à ceux qui les opposent: «Certainement, nous avons un problème présentement, mais nous avons pris une voie qui nous mènera à sa solution dans 10 ou 15 ans.» Donc, ceci détruit l'argument essentiellement non pertinent, mais toutefois désagréable et destructif. Si vous me demandez: «Croyez-vous que nous allons faire cela?» Parlant au nom des États-Unis, je dirais en ce moment: «Non».

Le sénateur Grosart: Il y a certainement une contradiction ici? Vous dites, d'une part, que notre intérêt se trouve dans un commerce international multilatéral plus libre. Nous avons donc à nous soucier des barrières parce qu'elles constituent le fondement de l'argument. Je ne me soucie pas qu'elles soient tarifaires ou non tarifaires; l'une se substitue à l'autre. Nous avons récemment fait des études à ce sujet et voici notre conclusion. Si un pays ne peut réussir à restreindre les entrées commerciales par le tarif régulier, elle le fait alors par une barrière non tarifaire.

Depuis 1961, le Canada est en voie de perdre sa part du marché de la CEE. Nous avons attribué cette perte au fait

que la CEE a haussé les tarifs en général dans certains marchés européens. Nous devons donc nous en inquiéter. C'est un argument désagréable. Bien entendu, c'est aussi désagréable lorsque vous finissez par faire la guerre. Tous les arguments sont désagréables. Mais, ceci ne veut certainement pas dire que nous ne devrions pas participer à cet argument?

M. Schaezel: Je ne me suis pas exprimé clairement. Dans toute la gamme des questions économiques étrangères, j'ai essayé de placer la question du tarif dans une certaine perspective. Je ne dis pas que nous ne devrions pas faire quelque chose à son sujet; mais, de toute façon, ce n'est pas la totalité de notre problème.

Le sénateur Grosart: C'est exact, mais nous essayons de circonscrire les problèmes qui concernent notre marché.

M. Schaezel: C'est exact. En ce qui concerne la Communauté et selon presque toutes les évaluations qui ont été faites par l'OCDE ou par notre ministère du Commerce, elle a le plus faible niveau de protection tarifaire de tous les grands pays y compris les États-Unis, le Japon et aussi le Canada.

Le sénateur Grosart: Dans certaines catégories.

M. Schaezel: Je veux parler de la protection non agricole dans le secteur tarifaire.

Elle a aussi un système tarifaire qui, par pur hasard, semble assez peu sévère, en ce sens qu'il ne présente que très peu de hauts et de bas. La raison en est bien simple. Au moment de l'entrée en vigueur du traité de Rome, on a dû faire la moyenne des tarifs, ce qui signifie qu'on les a alignés. Les Européens se sont donc trouvés avec une organisation qui, du point de vue de l'économie et de l'avis des économistes, n'est pas mauvaise du tout par comparaison avec les États-Unis où certains tarifs sont très élevés alors que d'autres sont très bas. Ainsi, leur niveau de protection reste de l'ordre de 7½ ou 8 p. 100 et il demeure assez constant.

Pour l'agriculture, la situation est bien différente. À mon avis et de l'avis de beaucoup d'Européens, leur politique agricole est très mauvaise. Elle est la somme de 6 mauvaises politiques. La politique proprement dite en est à l'origine et elle continue pour des raisons politiques. Nombre d'Européens pensent que certaines forces intérieures vont la modifier, non pas à cause de ce que vous ferez, de ce que nous faisons ou de ce que nous voulons; mais ils devront la modifier dans leur propre intérêt et parce qu'elle leur coûte extrêmement cher. Les consommateurs en pâtissent et elle revient de plus en plus cher à des pays qui pourraient consacrer leurs ressources à d'autres fins. Outre le fardeau énorme imposé aux consommateurs à cause du niveau élevé des prix, il devient intolérable au bout d'un certain temps de dépenser 5 à 6 milliards pour un système coûteux. Ainsi, il faudra donc qu'ils le changent mais ce ne sera pas avant un certain temps.

Que peut-on y faire? Vous dites que vos exportations baissent. Quand je lis les témoignages de vos experts, et je ne suis pas le seul à le faire, je suis frappé par le fait